

XXXIII^{èmes} Journées du développement de l'Association Tiers Monde

COLLOQUE

Agricultures, ruralités et développement

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

22, 23 et 24 mai 2017



Appel à communications

Institut de Sociologie

Centre d'études de la coopération internationale et du développement



FACULTÉ DE PHILOSOPHIE
& SCIENCES SOCIALES

ULB  ECOLE
INTERFACULTAIRE DE
BIOINGENIEURS



Wallonie - Bruxelles
International.be



Agricultures, ruralités et développement

Au cours des années 2000, après plus de deux décennies de négligence, le développement du secteur agricole est redevenu un thème central des débats scientifiques et professionnels sur le développement en général.

L'une des publications emblématiques de ce retour fut le Rapport sur le développement dans le monde 2008 de la Banque mondiale, intitulé *L'agriculture au service du développement*. Ce rapport faisait ressortir notamment que la croissance du PIB agricole a, en moyenne, 4 fois plus d'effets sur l'augmentation des dépenses des ménages les plus pauvres que la croissance non agricole. Et il appelait à la mobilisation des budgets des États et de l'aide publique internationale en faveur de politiques de développement agricole. Une autre publication importante fut le rapport de *l'International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD)*, une initiative qui a mobilisé environ 900 personnes à travers le monde, représentant les gouvernements de 110 pays, mais aussi des institutions de recherche agricole, des organisations de la société civile et des industries agro-alimentaires. Ce rapport, publié en 2008 et intitulé *Agriculture at a Crossroads*, mettait en avant la multifonctionnalité de l'agriculture, et insistait sur l'urgence de changer profondément les politiques et les pratiques agricoles en vue de réduire la faim et la pauvreté, d'améliorer les moyens d'existence en milieu rural, et de promouvoir un développement équitable et durable du point de vue environnemental, social et économique, sur la base de nouveaux systèmes de connaissance. Ces deux rapports faisaient ainsi écho à des informations statistiques publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et par le Fonds international de développement agricole (FIDA) : 75% des pauvres du monde vivent en milieu rural ; les revenus de la plupart d'entre eux dépendent de l'agriculture, et ils sont d'autant plus pauvres que leurs revenus sont plus dépendants de cette activité ; plus de la moitié des personnes sous-alimentées dans le monde sont des agriculteurs. D'un autre côté, plusieurs publications, dont les rapports d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2007, 2014), ont analysé les relations réciproques entre agriculture et changement climatique.

La fin de la décennie 2000 a aussi été marquée par plusieurs événements internationaux dans le domaine agricole et alimentaire. En 2007/2008, les prix des matières premières agricoles flambèrent sur les marchés internationaux. Il s'ensuivit une forte hausse des prix alimentaires dans certaines villes des pays en développement, entraînant des manifestations qui furent qualifiées « d'émeutes de la faim ». De nombreux gouvernements furent alors saisis de doutes quant à la pertinence d'une stratégie d'approvisionnement sur les marchés internationaux pour assurer la sécurité alimentaire dans leur pays et, plus généralement, de doutes quant au bien-fondé des politiques de libéralisation du commerce agricole et alimentaire international. Nombre d'entre eux entreprirent alors des politiques de relance de la production agricole intérieure. D'un autre côté, les firmes agro-alimentaires se fournissant sur les marchés internationaux furent aussi conduites à

s'interroger sur la sécurisation de leurs approvisionnements. Les années qui suivirent la flambée des prix furent marquées également par un fort développement des acquisitions de terre à grande échelle, par des firmes, transnationales ou non, par des fonds souverains, et par d'autres types d'acteurs, étrangers ou nationaux.

Ces événements ont déclenché plusieurs initiatives internationales, parmi lesquelles le lancement par le G8 du *Global Agriculture and Food Security Program* ; la mise en place du G20 agricole, dont l'objectif est de promouvoir la coopération internationale dans le secteur agricole et alimentaire, notamment la lutte contre la volatilité des prix alimentaires ; l'élaboration, sous l'égide de la FAO, des *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers*. Plus récemment, l'Organisation des Nations Unies déclara l'année 2014 comme étant l'année internationale de l'agriculture familiale. Et l'agriculture est désormais prise en compte dans les débats internationaux sur le changement climatique, comme l'a montré la COP21 tenue à Paris en 2015, par exemple.

Au-delà de l'analyse de leurs causes et de leurs conséquences, ces événements ont relancé, et conféré beaucoup d'actualité à des débats scientifiques de fond, plus ou moins anciens : Comment repenser le rôle de l'agriculture dans le développement ?

Quelles structures sociales de production agricole (familiales, capitalistes, coopératives ou autres) sont à même d'assurer la sécurité alimentaire mondiale ?

À quelles conditions institutionnelles l'accès aux ressources productives pour les agriculteurs peut-il être moins conflictuel, plus efficient et plus équitable ?

Quelles sont les interactions réciproques entre divers types de pratiques agricoles et les changements environnementaux ?

Comment mieux appréhender les relations entre agriculture et sécurité alimentaire ?

Comment améliorer la pertinence et l'efficacité de la coopération internationale dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation ?

À quelles conditions le commerce agricole et alimentaire international peut-il favoriser le développement ?

Quelles sont les interactions entre les chaînes de valeur globales et les secteurs agricoles et alimentaires locaux ou nationaux ?

La multiplication des initiatives alternatives locales et les nouveaux mouvements sociaux dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation révèlent-ils un renversement du modèle issu de la révolution agricole du 20^e siècle ?

L'objectif général de ce colloque est de faire le point sur les débats théoriques et professionnels en matière de développement agricole et rural, de sécurité alimentaire, et de leurs relations réciproques avec le développement.

Thèmes des communications

Les propositions de communication pourront relever de champs disciplinaires variés : économie et gestion, socio-anthropologie, droit et sciences politiques, démographie, géographie, sciences de l'environnement, sciences agronomiques... Elles s'inscriront dans un ou plusieurs des thèmes proposés ci-dessous. Elles préciseront, en deux pages maximum, la problématique, la méthode mise en œuvre, les résultats et les principaux éléments de bibliographie. Les propositions ne respectant pas ces consignes de présentation ne seront pas prises en compte. Elles pourront porter sur des aspects théoriques, ou empiriques, ou méthodologiques. Les propositions de communication à caractère empirique préciseront la nature et l'origine des données ; s'il s'agit de données primaires, elles présenteront la méthode de collecte.

A. Perspectives théoriques et empiriques sur le rôle de l'agriculture dans le développement

- A1. Multifonctionnalité de l'agriculture
- A2. Agriculture et démographie, emploi agricole et jeunes ruraux
- A3. Moyens d'existence des ménages ruraux : revenus agricoles et non agricoles, emplois agricoles et non agricoles, conditions de travail, chômage, migrations entre zones rurales et zones urbaines
- A4. Prix des produits agricoles et développement
- A5. Transformations contemporaines des structures sociales de production agricole, exploitations familiales *versus* fermes agricoles et autres structures
- A6. Pauvreté agricole et rurale, inégalités, crise agraire
- A7. Agriculture, filières agro-alimentaires et développement territorial à différentes échelles

B. Accès aux ressources productives pour les agriculteurs

- B1. Accès à la terre : diversité des normes et des pratiques sociales, nouvelles lois foncières et propriété privée de la terre, réformes agraires, décollectivisation, acquisitions de terre à grande échelle, luttes paysannes pour l'accès à la terre
- B2. Accès à l'eau, aux semences et aux autres intrants
- B3. Accès au crédit bancaire, au microcrédit
- B4. Accès au capital humain, au capital social
- B5. Accès aux ressources productives et genre, accès aux ressources productives et classes d'âge
- B6. Concurrence pour l'accès aux ressources, conflits

C. Agriculture, environnement et développement durable

- C1. Effets du changement climatique sur l'agriculture, prévention des risques, adaptation
- C2. Effets des pratiques agricoles sur le changement climatique, prévention des risques, adaptation
- C3. Production de services environnementaux par les agro-systèmes, *land sharing versus land sparing*
- C4. Dommages environnementaux des pratiques agricoles
- C5. Agrocarburants : sécurité alimentaire *versus* sécurité énergétique ?

D. Agriculture et sécurité alimentaire

- D1. Agriculture, nutrition et santé humaine
- D2. Politiques agricoles (subventions, fiscalité...) et sécurité alimentaire
- D3. Relations réciproques entre sécurité alimentaire et développement
- D4. Politiques et programmes de lutte contre la sous-alimentation et la malnutrition
- D5. Politiques et programmes de lutte contre l'obésité
- D6. Politiques et programmes de lutte contre les pertes et les gaspillages alimentaires

E. Projets et programmes de coopération internationale dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation

- E1. Aide alimentaire internationale : évolutions récentes des méthodes de prévention des crises alimentaires aiguës, et de lutte contre ces crises
- E2. Coopération internationale dans la recherche agricole, transfert des résultats de recherche
- E3. Transferts de technologies, place des savoirs locaux, recherche participative

F. Commerce agricole et alimentaire international et développement

- F1. Libéralisation et/ou protectionnisme
- F2. Formation des prix sur les marchés internationaux
- F3. Politiques de prix agricoles
- F4. Négociations à l'OMC concernant l'agriculture et l'alimentation
- F5. Accords de partenariat économique UE-ACP
- F6. Autres accords bilatéraux ou multilatéraux
- F7. Commerce équitable

G. Le système agricole et alimentaire mondialisé

- G1. Chaînes de valeur globales, rôle des firmes multinationales de production, de transformation ou de distribution de produits alimentaires, responsabilité sociale et environnementale des firmes
- G2. Intégration verticale, relations contractuelles avec les producteurs agricoles
- G3. Financiarisation des secteurs agricole et alimentaire : évolution des modes de financement et d'assurance, rôle des instruments de marché, contrainte d'efficacité financière, spéculation
- G4. Recherche agricole privée et développement, biotechnologies, propriété intellectuelle
- G5. Partenariats publics privés pour le développement agricole et la sécurité alimentaire
- G6. Transactions foncières internationales : accaparements ou instruments de développement ?
- G7. Initiatives diverses : *Alliance for a Green Revolution in Africa, New Alliance for Food Security and Nutrition, Global Alliance for Climate Smart Agriculture, etc.*
- G8. Gouvernance du système alimentaire mondialisé : quels pouvoirs pour quels acteurs ?

H. Les alternatives agricoles et alimentaires, et les nouveaux acteurs

- H1. Mouvements sociaux agricoles, locaux, nationaux et internationaux
- H2. Mouvements sociaux alimentaires, locaux, nationaux et internationaux
- H3. Mouvements de repaysannisation : évolution des manières de produire et de commercialiser à l'échelle des exploitations agricoles, circuits courts, autonomisation
- H4. Souveraineté alimentaire
- H5. Agro-écologie, agriculture biologique et autres modèles alternatifs de production : transitions, verrouillages et dépendance au sentier
- H6. Labellisation, appellations d'origine protégée et indications géographiques protégées

I. Session Doctorants

Cette session permet aux doctorants dont les travaux ne s'inscrivent pas dans les sessions précédentes de présenter une communication.

Comité scientifique

Laurence Roudart (ULB), Philippe Adair (Paris-Est Créteil), Véronique Ancey (CIRAD, Montpellier), An Ansoms (UCL), Nicolas Antoine-Moussiaux (ULg), Désiré Avom (Dschang, Cameroun), Gérard Azoulay (Paris Saclay), Philippe Barret (UCL), Bruno Boidin (Lille 1), Arnaud Bourgain (Luxembourg), Maurice Catin (Toulon-Var), Benoît Daviron (CIRAD, Montpellier), Charles De Cannière (ULB), Catherine Figuière (Grenoble-Alpes), Jean-Jacques Friboulet (Fribourg, Suisse), Géraldine Froger (Toulouse II), Jean-Jacques Gabas (CIRAD, Paris X), Hubert Gérardin (Lorraine, ATM), Christophe Gironde (IHEID, Genève), Charlotte Guénard (Paris 1), Marek Hudon (ULB), Philippe Hugon (IRIS, Paris), Véronique Joiris (ULB), Marc Labie (Mons), Benoît Lallau (Lille 1), Miche Lelart (CNRS, Orléans), Fabienne Leloup (UCL, Mons), Bruno Losch (CIRAD, Western Cape, Afrique du Sud), Claire Mainguy (Strasbourg), Marcel Mazoyer (AgroParisTech), Thierry Montalieu (Orléans), Jean-Philippe Peemans (ULg), Pierre Petit (FNRS, ULB), Safietou Sanfo (Ouagadougou, Burkina Faso), Guy Trebuil (CIRAD, Montpellier), Stéphanie Treillet (Paris-Est Créteil), Nicolas Vereecken (ULB), Marjolein Visser (ULB), Edwin Zaccà (ULB).

Comité d'organisation

Laurence Roudart (ULB), An Ansoms (UCL), Nicolas Antoine-Moussiaux (ULg), Jean Brot (ATM), Charles De Cannière (ULB), Olivier de Schutter (UCL), Hubert Gérardin (Lorraine, ATM), Marek Hudon (ULB), Philippe Lebailly (ULg, Gembloux Agro-bio Tech), Pierre Petit (FNRS, ULB), Catherine Vanclève (ULB), Alain Wodon (ULB-Coopération).
Doctorants : Diane Kapgen (ULB), Carla Sarrouy-Kay (ULB et Coventry), Claudia Schur (ULB).

Calendrier

Date limite d'envoi des propositions de communication : **vendredi 28 octobre 2016**

Date de la décision du comité scientifique : **vendredi 16 décembre 2016**

Date limite d'inscription et d'envoi des communications retenues: **vendredi 17 mars 2017**

Sites web :

<http://www.mondesendveloppement.eu>, rubrique Association Tiers Monde
<http://is.ulb.ac.be>

XXXIII^{èmes} Journées du développement de l'Association Tiers Monde 2017

Agricultures, ruralités et développement

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

22, 23 et 24 mai 2017

PROPOSITION DE COMMUNICATION

Nom(s) :

Prénom(s) :

Institution(s) de rattachement :

Discipline(s) :

Doctorant(e) Assistant(e) /ATER

Professeur

Maître Assistant(e)/ Maître de conférences

Autre (Précisez) :

Adresse professionnelle :

Tél :

Courriel :

Souhaite présenter une communication se rapportant **au thème(s) n°..... et au(x) sous-thème(s) n°.....**

TITRE :

Résumé ci-joint (800 à 1000 mots, présentant la problématique, la méthodologie appliquée, les résultats et les principales références bibliographiques)

Mots-clés (cinq) :

Présentation de la communication en français en anglais

FICHE À RETOURNER PAR COURRIEL AUX DEUX ADRESSES SUIVANTES
POUR LE VENDREDI 28 OCTOBRE AU PLUS TARD

<p>Laurence ROUDART Université Libre de Bruxelles Institut de Sociologie, CP 124 Avenue Franklin Roosevelt 50 1050 BRUXELLES BELGIQUE Courriel : agrudev@ulb.ac.be <i>Adresse à utiliser pour l'envoi des propositions et des textes.</i></p>	et	<p>Jean BROT Association Tiers Monde 6 Les Saules 54230 CHAVIGNY FRANCE Courriel : Jean-Brot@orange.fr Tél. : 03 83 47 14 04</p>
--	-----------	---